Image not found or type unknown

Le fascisme, basta !

Description

Les chroniques de Patrick Pilcer

Il y a quelque chose de profondément inquiétant dans ce qui s'est produit à Grenoble lors du concert de Barbara Butch. Il est grand temps que l'ensemble des Français réagissent avec force et vigueur, de la base au sommet de l'état. Si tant est que le « sommet » n'ait cette fois pas peur…

On pourrait croire qu'il s'agit d'un nouvel épisode de tensions autour du conflit israélo-palestinien. Ce serait une erreur, car ce qui s'est joué ce soir-là dépasse largement Israël.

Barbara Butch n'a pas été prise à partie parce qu'elle était DJ. Elle ne l'a pas été davantage parce qu'elle défendait un programme politique. Lors des Jeux Olympiques de Paris, elle avait été prise pour cible par l'extrême droite parce que LGBT+. A Grenoble, elle a été prise pour cible simplement parce qu'elle est identifiée comme juive et qu'elle lutte contre la haine des juifs et d'Israël. Elle a été visée parce qu'elle n'hésite pas à se battre et à dire les choses clairement, à haute voix.

Avant elle, Arthur. Avant lui, Amir. Joann Sfar. Des universitaires. Des écrivains. Des chercheurs. Des artistes.

Tous n'ont pas les mêmes idées. Tous ne tiennent pas le même discours. Mais tous deviennent, aux yeux des islamo-gauchistes et de LFI, des adversaires à faire taire, à abattre.

Le procédé est désormais bien connu, depuis l'époque du fascisme de Mussolini en Italie où des hordes de SA en Allemagne. On ne répond plus par un argument, on empêche de parler. On perturbe un spectacle. On fait pression sur un organisateur. On exige une annulation. On désigne une personne.

Puis on transforme son identité en circonstance aggravante. On légitime l'ignominie par la religion de l'ennemi à abattre ou par son soutien à un pays lâchement attaqué. A quand des autodafés devant le siège de LFI ?

Ce mécanisme porte un nom. Ce n'est plus de la critique ou de l'intimidation. C'est du fascisme !

Et lorsqu'elle vise une personne en raison de son identité juive ou de son soutien supposé à Israël, elle prend une dimension que notre histoire devrait nous interdire de banaliser.

La République repose sur un principe simple. On combat des idées. On ne désigne jamais des individus en raison de leur origine, de leur religion ou de leur appartenance supposée. Cette frontière est aujourd'hui de plus en plus souvent franchie par LFI et ses sbires, avec une étonnante facilité.

C'est l'inverse de ce que nous enseignent les valeurs de la République.

En visite à Harvard, lors d'une discussion, Michael Porter me disait que dans les affaires, dans le Business, il y avait une règle fondamentale : soft on people hard on points. J'ajouterai qu'il en est de même dans le débat politique en République, sinon on en arrive au fascisme.

Plus inquiétant encore, nous assistons à une étrange déformation du langage. Les mots perdent leur sens. Et lorsqu'un groupe politique perd le sens des mots, il finit souvent par perdre le sens des limites.

Des otages, qu'ils soient bébés ou vieillards, femmes ou hommes, soldats enlevés lors d'une rave party ou simples ambulanciers, ne sont jamais des prisonniers de guerre. Le viol de civils n'est jamais un acte de résistance. Une guerre n'est pas un génocide, surtout lorsque les instances internationales, pourtant partiales, affirment, clairement, qu'Israel n'a pas commis de génocide.

Les slogans ne doivent jamais remplacer les faits. L'indignation sélective ne doit jamais supplanter l'analyse, car les démocraties vivent d'abord de la précision des mots. Parce que les mots ne sont jamais neutres. Ils construisent notre perception du réel. Changer leur signification, c'est préparer les esprits à accepter ce qu'ils auraient hier encore rejeté.

Cela ne signifie évidemment pas que toute action militaire ou politique israélienne échappe à la critique. Dans une démocratie, aucune politique publique, aucun gouvernement, aucune armée ne saurait être soustrait au débat.

Mais il existe une différence fondamentale entre critiquer un État et appeler à sa destruction, en boycottant et en attaquant violemment des artistes, des universitaires, des intellectuels ou des citoyens, en les traitant comme des ennemis en raison de leur orientation sexuelle, de leur religion ou de leurs convictions supposées. Ces artistes, ces universitaires, ces intellectuels, ces citoyens sont pris pour cibles parce qu'ils sont juifs ou défendent simplement le droit à l'existence d'Israël. Il s'agit, purement et simplement, de haine des juifs !

Cette différence est celle qui sépare la démocratie de la vindicte, la République du fascisme !

À force de tout confondre, certains finissent par ne plus distinguer un gouvernement d'un peuple, une politique d'une identité, une controverse d'une condamnation morale.

Ils ne combattent plus des idées. Ils désignent des personnes, quitte à les lyncher.

La France n'est pas la seule malade de cette confusion mentale. Un seul exemple : la fédération norvégienne de football a décidé d'attribuer tous ses gains lors de la dernière coupe du monde à Gaza. Dans le même temps, un terrible tremblement de terre faisait des centaines de morts au Vénézuéla, et en janvier 53000 personnes étaient sauvagement assassinées par les gardiens de la

révolution du régime des Mollahs. Pourquoi cette fédération n'a-t-elle pas attribuée tout ou partie de cet argent à ces deux causes ? Pourquoi LFI n'en parle jamais ?

Lorsqu'une société commence à empêcher des artistes de monter sur scène, ce ne sont jamais seulement les artistes qui sont visés, c'est la liberté de tous.

La République ne demande pas que nous soyons d'accord. Elle exige que nous acceptions le désaccord. Elle ne protège pas les opinions parce qu'elles nous plaisent. Elle les protège précisément lorsqu'elles nous dérangent. Comme le disait si bien Voltaire «Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire ».

Sinon, ce n'est plus la liberté d'expression. C'est le droit de parler, réservé à ceux qui pensent comme nous.

Et ce jour-là, ce n'est pas seulement un concert qui est interrompu.

C'est notre démocratie qui quitte la scène. Et le fascisme tire le rideau sur notre République !

Patrick Pilcer

Categorie

1. Opinions

date créée
30 juillet 2026